

C'est exactement ce que le sénateur Olson a déclaré l'autre jour aux étudiants de l'Université de Victoria. On n'a pas trahi ses propos. Il a déclaré que la politique des libéraux consistait essentiellement à brader nos matières brutes qui représentent notre plus sérieux espoir à long terme d'une économie prospère.

Certes, notre économie pourrait être prospère de cette façon et profiter à un certain nombre de gens. Il y a des hauts et des bas dans l'économie mondiale. Quand les prix montent, il n'y a pas trop de chômage chez nous. Nous serons toujours une colonie. Nous ne serons jamais maîtres chez nous si nous agissons de la sorte. Il faut une volonté politique pour apporter des changements à l'économie.

J'ai réfléchi aux solutions possibles et j'aimerais vous faire part de mes réflexions. Il suffit de stimuler tout de suite l'économie. Le gouvernement peut présenter un bill comme celui que nous étudions. Il peut obliger les banques et les autres organismes de prêt à diminuer les taux d'intérêt des prêts aux consommateurs. C'est possible. Deuxièmement, nous pourrions renvoyer le gouverneur de la Banque du Canada, Gerald Bouey, que le député de Broadview-Greenwood (M. Rae) a surnommé Bouey XVI, dont la politique se moque des intérêts de la population. Nous pourrions très bien le renvoyer et augmenter le taux de croissance de la masse monétaire. Troisièmement, nous pourrions imposer une taxe sur les profits excessifs que réalisent les banques à charte et porter, comme en 1970, à 55 p. 100 le taux d'impôt marginal qui, l'an dernier, était de 16.1 p. 100. Le gouvernement fédéral pourrait injecter ces recettes supplémentaires dans le secteur du logement. Quatrièmement, nous pourrions abaisser considérablement les impôts sur le revenu personnel des Canadiens des classes pauvre et moyenne, afin de stimuler les dépenses à la consommation. Ensuite, nous pourrions augmenter les impôts de nombreuses grandes sociétés, mais les abaisser dans des secteurs sélectionnés de croissance. Cela serait véritablement une stratégie industrielle. Elle diffère de la stratégie des mégaprojets et du bradage perpétuel de nos ressources naturelles.

● (2100)

Ensuite, nous pourrions laisser le dollar canadien descendre légèrement par rapport au dollar américain pour aider nos industries d'exportation et permettre une baisse générale des taux d'intérêt. De cette façon, nous pourrions avoir une politique des taux d'intérêt faite au Canada, qui serait différente de la politique actuelle du gouvernement libéral.

**M. Caccia:** Monsieur l'Orateur j'invoque le Règlement. Pourriez-vous examiner la question de savoir si le représentant parle bien du bill.

**M. Waddell:** Monsieur l'Orateur, ce bill concerne le chômage. C'est la solution que le gouvernement propose à la création d'emplois, et je montre de manière générale combien ce bill est inadapté aux besoins. Voilà ce dont je parle, et si le ministre se donnait la peine d'écouter certaines de nos propositions, il pourrait changer la politique gouvernementale et créer de véritables emplois dans notre pays.

**M. McDermid:** Allons donc! Quelle honte!

**M. Waddell:** Le député n'a pas besoin de crier. Je vais parler des siens dans un instant.

Le gouvernement libéral applique une politique monétariste et il accorde à l'occasion quelques concessions, comme dans ce

### *Prestations d'adaptation pour les travailleurs*

bill, pour procurer quelques emplois. Il pratique une politique d'argent cher à l'image de celle des États-Unis.

La politique des conservateurs qu'a présentée le député de Saint-Jean (M. Crosbie), ancien critique des finances, et la politique énoncée récemment par le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson) sont exactement les mêmes. Suivant le modèle américain, libéraux et conservateurs préconisent une politique d'argent cher et tolèrent dans l'économie un fort volant de chômage. Les monétaristes prétendent que pour brider l'inflation, il faut faire entrer l'économie dans une récession. Aux États-Unis, les pouvoirs publics vont plonger le pays dans la récession en faisant payer les Noirs et les pauvres des ghettos, et ainsi de suite, et au Canada le gouvernement va faire la même chose au détriment des chômeurs. Ne vous y trompez pas, monsieur l'Orateur, car telle est la politique du gouvernement. C'est ce que se propose de faire le gouvernement, et c'est ce que ferait l'opposition elle aussi. Ce serait de l'hypocrisie de la part de l'opposition que de prétendre le contraire dans ce débat.

Le gouvernement devrait également prévoir un revenu annuel garanti pour protéger contre les ravages de l'inflation les retraités et les travailleurs à revenu fixe. Que fait ce projet de loi? Je souscris à l'aide accordée aux travailleurs âgés de plus de 54 ans, car ils en ont besoin. Toutefois, que fait-on pour les 500,000 chômeurs âgés de 15 à 24 ans? On me dit que le ministre du Travail (M. Caccia) est d'une grande bonté, alors pourquoi ne présente-t-il pas de mesure pour ces jeunes?

Nous pourrions aborder la question sous un autre angle.

**M. Berger:** Pourquoi n'en venez-vous pas au projet de loi?

**M. Waddell:** Le député demande pourquoi je ne traite pas du projet de loi. Le fait est que nos propositions ne se concrétiseront jamais. Nous n'aurons jamais de stratégie de plein emploi. Voilà à quoi devrait s'atteler le projet de loi et voilà ce qui distingue aujourd'hui même au Canada le parti libéral et le parti conservateur du parti néo-démocrate. Le Nouveau parti démocratique propose une stratégie de plein emploi et n'aurait jamais présenté une mesure aussi timide. Nous irions beaucoup plus loin. En fait, ce ne serait pas si radical que de prendre des mesures beaucoup plus audacieuses dans un projet de loi comme celui-ci. Je soumetts donc à la réflexion du député de Rosedale l'exemple suivant. Il y a quelques années, au Congrès américain, feu le sénateur Humphrey et le représentant Hawkins s'étaient concertés pour présenter un projet de loi dont les principes étaient tout à fait novateurs pour l'époque. Ce bill Humphrey-Hawkins, comme on le baptisa, reconnaissait à l'individu le droit à un emploi. Voilà ce qui devrait constituer le premier article de tout projet de loi sur l'emploi: «Tout individu a droit à un emploi». C'était en effet une stratégie de choc; toute personne avait droit à un emploi et il incombait au gouvernement de lui en trouver. Voilà la stratégie de plein emploi. Nous pouvons en faire autant. Je vois que les députés se moquent de ce que je viens de dire, mais ce serait pour le Canada l'ébauche d'une véritable stratégie industrielle que de commencer par poser cette prémisse: toute personne a droit à un emploi. Si un jeune chômeur affirme avoir besoin d'un emploi, on devrait lui en donner un. Pourquoi n'adopterions-nous pas une mesure législative comme le bill Humphrey-Hawkins qu'on avait présenté à la fin des années 60, sans cependant l'adopter?